

Présentations

Anne-Marie Crétiéneau : "*Dynamiques de verdissement des entreprises en région Poitou-Charentes*"

Marie Ferru : "*Déterminants et dynamiques des innovations environnementales. Le cas des établissements du Poitou-Charentes*"

Jean-Marc Touzard : "*Innovation et adaptation au changement climatique : l'exemple de la vigne et du vin*"

Les éco-innovations répondent-elles à une demande sociale (pour davantage de produits/services « verts »), sont-elles induites par des réglementations (environnementales) plus contraignantes (que les entreprises sont dans l'obligation de respecter) ou bien les entreprises ont-elles des stratégies (proactives ou mimétiques) d'éco-innovation à part entière ? Dans leur contribution, Marie Ferru, Adeline Alonso-Ugaglia et Benjamin Guimond tentent de répondre à cette question cruciale qui fait encore l'objet de nombreux débats dans la littérature sur les moteurs de l'innovation dans le domaine de l'environnement. A travers une étude sur les entreprises de la Région Poitou-Charentes, les auteurs montrent que les déterminants de l'innovation dans le domaine environnemental diffèrent selon la nature des éco-innovations, même si les « forces du marché » (*i.e.* la pression concurrentielle) en constitue le principal moteur. Ils mettent également en avant trois stratégies d'éco-innovation selon les entreprises : une stratégie d'anticipation (des réglementations à venir), une stratégie de différenciation (pour « capter » les consommateurs « verts ») et une stratégie contrainte (mimétisme stratégique). Marie Ferru, Adeline Alonso-Ugaglia et Benjamin Guimond montrent enfin que ces stratégies s'inscrivent dans un cycle de vie des éco-innovations.

Y-a-t-il une transition écologique dans le secteur de la vigne et du vin? Nous savons que les signes du réchauffement climatique s'accroissent (canicules, sécheresses, inondations...) du fait du recours croissant aux énergies fossiles et à la déforestation et agriculture intensive. Jean-Marc Touzard (INRA Montpellier) nous propose une présentation des stratégies d'adaptation au Changement Climatique (CC) dans le secteur de la vigne et du vin, domaine privilégié de recherche du fait de l'importance économique et culturelle du vin en France, mais aussi parce qu'il s'agit d'une culture particulièrement sensible à ces changements. Le Méta projet LACCAGE (Long term Adaptation to Climate Change in Viticulture and Enology) dans lequel s'insère cette présentation a pour objectif d'analyser de manière pluridisciplinaire les stratégies d'adaptation au CC de la part des acteurs de la filière, en termes d'innovations techniques mais également de changements institutionnels et de règles, etc... J.M Touzard nous rappelle tout d'abord que les impacts du CC sont observés partout avec l'avancement de la date des vendanges à cause de l'augmentation des températures ; l'impact sur la qualité des vins avec l'augmentation de la teneur en alcool, la modification du profil aromatique ; les effets sur la répartition des cépages, sur les rendements. Ces impacts "techniques" se traduisent par de multiples impacts économiques. Les effets du CC sur les rendements et qualités jouent en effet sur les produits, coûts et revenus des viticulteurs : il s'avère que ces impacts sont plutôt positifs pour Bordeaux, l'Alsace et la Champagne mais négatifs en zone

méditerranéenne. Les conséquences concernent également les impacts potentiels sur la valeur du vignoble et l'augmentation du risque économique, la concurrence entre régions viticoles et occasionne des tensions sur les systèmes AOC, certains demandant un assouplissement des règles contenues dans les cahiers des charges en termes de nouveaux cépages, révision des aires, nouvelles règles d'assemblage. Le changement climatique génère en réalité de nouvelles contraintes et opportunités spécifiques à chaque vignoble. Le principal challenge est de mettre en œuvre des systèmes plus flexibles face à la variabilité climatique croissante et l'un des leviers fondamentaux testée dans la recherche en cours est la construction de réseaux de recherche en partenariat, coordonnés par les interprofessions.

Anne-Marie Crétiéneau, MCF en sciences économique à l'Université de Poitiers et chercheure au CRIEF propose une réflexion sur les dynamiques de verdissement des entreprises en région Poitou-Charentes. Pour ce faire, elle prend appui sur les résultats d'une étude réalisée par le CRIEF et la DREAL en 2013 sur « Les acteurs microéconomiques de l'économie régionale verte et en verdissement dans leur territoire ».

Partant du constat que le développement de filières vertes présente des stades d'avancement différenciés selon les secteurs d'activités (étude réalisée par D&Consultants, 2012), l'objectif de l'étude est à la fois de dresser un panorama des démarches et processus décisionnels des entreprises (64 entreprises ont été enquêtées) dans le domaine environnemental en étudiant 4 territoires *a priori* distincts quant à leur degré de verdissement et de mettre en lumière les besoins d'accompagnement des entreprises dans ce domaine : T1-absence de dynamique de verdissement (Canton de Villebois-Lavalette) ; T2-dynamique de verdissement « faiblement émergente » (Chauvigny et communes au Nord et à l'Est) ; T3-dynamique de verdissement « fortement émergente » (Thouars et sa proche périphérie) ; T4-forte dynamique de verdissement (Périgny- La Rochelle).

Les principaux éléments qui ressortent sont que la présence de services à l'environnement, l'implication de structures environnementales (y compris les collectivités territoriales) sur le territoire, mais aussi de réseaux représentant les entreprises influent sur la dynamique de verdissement des entreprises. Deux dynamiques de verdissement se confirment avec d'une part un territoire résilient (T3) où des processus spontanés s'ancrent dans une économie locale d'entreprises reliées et sur un territoire dynamique et fonctionnant déjà comme un écosystème, et d'autre part, un territoire d'expérimentation (T4) *in vivo* et *in situ* avec des réalisations de verdissement, produit à la fois d'un projet d'écologie industrielle du Club d'entreprises et d'une politique volontariste en matière d'environnement, d'innovation, de mobilité. D'une façon générale, les dispositifs incitatifs tout comme la personnalité du dirigeant, l'identité de l'entreprise et l'existence de réseaux et de plateformes apparaissent comme des moteurs du verdissement. Si la réglementation est parfois génératrice de retards dus à des difficultés d'application (notamment pour les TPE), elle peut aussi être source de progrès. Quant aux freins ils semblent être essentiellement structurels (taille de l'entreprise) et informationnels. En définitive, cette étude fait ressortir une vision endogénéisée de la contrainte environnementale et un rôle clé des systèmes institutionnels nationaux et régionaux.